

D'après la *Presse canadienne*, le premier ministre aurait déclaré à Edmonton, le 25 février:

Si la guerre éclate, allons-nous armer les Canadiens d'arcs et de flèches?

La seule déduction logique qu'on puisse tirer de l'attitude qu'affiche le gouvernement cet après-midi est la suivante: si la guerre éclate, nous ne savons de quoi nous allons armer les Canadiens, parce que nous n'avons pas encore pris de décision à ce propos. Puis, le premier ministre aurait ajouté:

Le Canada dispose d'appareils intercepteurs qui seront plus efficaces une fois dotés d'armes nucléaires.

Il nous ferait vraisemblablement observer —le ministre a fait lui-même cette observation cet après-midi—que notre division aérienne disposera d'appareils qui seront plus efficaces une fois dotés d'armes nucléaires. Puis, il a ajouté:

La même chose vaut pour les deux bases de Bomarc aménagées dans notre pays.

Ensuite, on lui fait dire:

En cas de guerre, nous devons disposer de tout instrument nécessaire. Mais nous ne prendrons de décisions au sujet de l'emploi de ces instruments qu'en cas de crise.

Voilà le point de vue du gouvernement. Puis, apparemment, afin d'insérer un élément rassurant dans ce genre de déclaration, le premier ministre aurait dit ensuite, qu'il avait pris connaissance du récent rapport d'après lequel on pourrait disposer de cônes de charge nucléaires dans une demi-heure ou une heure, en précisant qu'il y avait lieu d'ajouter foi à ce rapport. Autrement dit, nous allons maintenant de l'avant avec nos projets de missiles et d'avions, en adoptant pour principe de décider plus tard de quelles armes les équiper; et si nous décidons de changer d'armes, en remplaçant celles qui sont inutiles par des engins plus efficaces, il sera possible d'obtenir ceux-ci dans une demi-heure ou une heure. Voilà la façon de voir du gouvernement au sujet de cette question si essentielle, si importante de l'équipement nécessaire à la défense de la paix. Mais il y a lieu de disposer des meilleures armes. Il semble, cependant, ne pas devoir en être ainsi en l'occurrence. Une arme de deuxième ordre ne suffira pas. Mais nous déciderons, lorsque la crise éclatera, ce qu'il y aura lieu de faire. Nous déciderons alors de l'utilité du F-104 dans le rôle qu'on lui attribuera. Nous avons encore un an devant nous. Il ne sera pas en service avant un an. Entre-temps, nous permettons au commandement de l'OTAN et aux forces de l'OTAN de garder l'impression—ils l'ont, j'en suis certain—que si le gouvernement canadien se charge d'un certain rôle il s'y engage

en toute sincérité et qu'il fera de son mieux pour remplir cet engagement avec compétence et de la façon la plus utile. Cela signifie, pour le haut commandement de l'OTAN, qu'on se servira du F-104, équipé du cône de charge désigné pour ce rôle, quand on s'y est engagé il y a un ou deux ans. Le ministre admettra, je suppose, que je dépeins bien la situation en disant qu'au moment où l'on s'est engagé à jouer ce rôle, et qu'on a décidé d'utiliser le F-104 à cette fin, le gouvernement ainsi que l'administration de l'OTAN supposaient que nous ferions utilement notre part en employant les armes les plus efficaces qu'on puisse se procurer, portées par les meilleurs avions. Or, voilà ce que le gouvernement pense, à l'heure actuelle, de cet équipement!

L'hon. M. Harkness: Le chef de l'opposition nous a montré encore une fois avec quelle souplesse il sait, depuis quatre ans, être à la fois pour et contre tous les aspects de la question nucléaire. En 1958, il exhortait le gouvernement à conclure un accord pour obtenir des armements nucléaires sans tarder...

L'hon. M. Pearson: C'est faux!

L'hon. M. Harkness: J'ai les citations sous la main.

L'hon. M. Pearson: Alors, donnez-nous les preuves.

L'hon. M. Harkness: Il ne reste que quelques minutes avant cinq heures.

Deux années plus tard, il déclarait qu'il avait fait erreur et que nous ne devons obtenir d'armements nucléaires à aucun prix. Et récemment, il soutenait que nous ne devrions pas avoir d'armes nucléaires, mais que nous devrions laisser les États-Unis en entreposer sur notre sol.

L'hon. M. Pearson: Je n'ai pas dit cela. Citez mes paroles.

L'hon. M. Harkness: Le président de l'Association libérale nationale de Calgary soutient que nous devrions avoir des armes nucléaires. D'autres membres du parti libéral déclarent que nous ne devrions n'en acquérir à aucun prix.

L'hon. M. Martin: Et quelle est votre thèse?

L'hon. M. Harkness: Autrement dit, les libéraux se sont éparpillés dans tous les sens. Ils soutiennent à présent que nous n'avons pas pris position...

Une voix: Mais vous composez le gouvernement.

L'hon. M. Martin: Votre prise de position ne correspond pas à celle du ministre des Affaires extérieures.